

édité par les communistes  
du 10<sup>ème</sup> arrondissement  
6 rue de La Grange-aux-Belles  
75010 Paris  
tél: 01 48 24 11 88  
fax: 01 48 24 11 83  
mail: pcfparis10@gmail.com

# à Paris<sup>e</sup>

SEPTEMBRE-OCTOBRE 2011



## un beau projet architectural

La loi Gaysot dite « SRU » a fixé à 20% la proportion de logements sociaux à atteindre dans les villes d'ici à 2020. La majorité de gauche de la Ville de Paris a décidé de réaliser cette obligation dès 2014. La municipalité du 10<sup>ème</sup> y contribue, comme elle s'y était engagée, par la réalisation de 2 000 logements sociaux entre 2008 et 2014.

À ce titre, la construction de 69 logements sociaux et d'un gymnase municipal, au bord du canal Saint-Martin, sur la parcelle occupée actuellement par un vieux gymnase désaffecté, est indispensable. Ce secteur manque cruellement de logements de qualité, à loyer accessible aux familles à petits et moyens revenus, quand le prix de l'immobilier atteint les 10 000 euros le m<sup>2</sup> et les loyers des sommets.

L'architecte et la filiale SNCF de logements sociaux (propriétaire du terrain) ont présenté le 15 juin dernier, lors d'une réunion publique, en présence du maire et des principaux élus concernés, ce projet de grande qualité favorisant le « vivre ensemble » et s'intégrant au paysage urbain du quartier.

Le souci d'une structure écologique, aux normes « Haute qualité environnementale », esthétique et durable, a été respecté par la création de mini espaces verts privatifs constituant de véritables respirations. Tout comme la création, à l'arrière du bâtiment, d'une discrète allée verte qui permettra de ne pas se coller à l'immeuble mitoyen. Préparons-nous à accueillir, d'ici à deux ou trois ans, ces nouveaux habitants de notre quartier.

Alain Lhostis  
conseiller de Paris et élu communiste  
du 10<sup>ème</sup> arrondissement

## 2012 Front uni contre l'austérité

Pendant tout l'été, nous avons subi une immense campagne de propagande qui avait pour but de convaincre la population que la situation exigeait d'elle des sacrifices. Cette situation, d'une gravité exceptionnelle, est la conséquence des politiques de déréglementation du secteur bancaire menées depuis 1984. Les banques ont abandonné leur cœur de métier (la distribution de crédits) et se sont lancées dans les activités purement financières.

Au lieu de servir à l'investissement productif et à l'emploi, l'argent a été détourné à des fins spéculatives, à la recherche de profits maximum. Et ce, jusqu'à l'explosion de la bulle financière entraînant l'effondrement, voire la faillite, de plusieurs intervenants du secteur bancaire. Mais, avec la complicité de la majorité des dirigeants politiques, les banques ont réussi à transformer leurs dettes en dettes publiques. Et aujourd'hui, la BCE continue de prêter aux banques à faible taux pour que celles-ci prêtent aux États. Le président de la République voudrait profiter de ce contexte pour faire inscrire dans la constitution l'austérité permanente, pudiquement baptisée « règle d'or » pour l'occasion.

Durant les mois qui arrivent, le PCF et le FdG (Front de Gauche) vont lancer une campagne pour contrer cette politique et proposer une autre règle d'or: création d'un « Pôle public financier » pour échapper aux chantages des marchés financiers, utilisation des fonds publics, non plus pour enrichir les grandes fortunes privées mais pour développer l'emploi et la formation, augmenter les salaires, revenir à la retraite à 60 ans et relancer une politique de service public.

En 2005, les français ont su dire majoritairement non aux solutions libérales du traité. En 2012, il faudra retrouver le chemin d'une politique de gauche qui fera écho aux aspirations des différents peuples d'Europe.

Laurent Ighéroussene, responsable de la section PCF 10<sup>ème</sup>

## CENTRES DE SANTÉ MUNICIPaux

### la ville se désengage !

Depuis plus d'un demi-siècle, la Ville de Paris participe au financement des centres de santé municipaux, des structures utiles à la population, surtout la plus défavorisée.

Cette aide est indispensable car les seules recettes de consultations (sans dépassement d'honoraires) ne permettent pas d'équilibrer les comptes, d'autant que ces centres accueillent des publics en situation de grande précarité et qu'ils sont souvent engagés dans des actions (utiles mais coûteuses) de prévention et d'éducation à la santé.

Le 29 juin dernier, l'adjoint au maire de Paris en charge de la Santé a annoncé la fermeture de 2 centres de santé municipaux : l'un dans le 11ème, l'autre dans le 17ème.

Contestant totalement cette décision, le groupe communiste de Paris a déposé, lors de la séance du conseil de Paris des 11 et 12 juillet, un vœu demandant le maintien de ces 2 centres et l'organisation d'un débat (déjà promis, mais toujours repoussé) au Conseil de Paris sur les orientations municipales en matière de santé. Ce vœu a été rejeté par la droite, mais aussi par les élus socialistes et verts.



**le 11 juillet dernier, rassemblement devant l'hôtel de ville à l'appel du PCF et des comités de soutien à cette occasion, Alain Lhostis, conseiller de Paris, dénonce le désengagement de la municipalité et exige le maintien des 2 centres de santé municipaux menacés**

Ce revirement de la politique municipale est d'autant plus scandaleux que les autres intervenants de ce secteur de santé ont été contraints de se désengager ces dernières années : CPAM, CAF, CRAMIF, Mutualité française, ainsi que de nombreuses fonda-

tions ou congrégations. La conséquence de ces désengagements, c'est la disparition progressive de l'offre de soins en secteur I (généralistes et spécialistes), tout particulièrement dans le Nord-est parisien.

Un recul social inacceptable.

### RECONNAISSANCE de l'État de Palestine

Lors de la séance du Conseil de Paris des 20 et 21 juin dernier, le groupe communiste a proposé un vœu demandant que la France reconnaisse l'État palestinien et agisse pour que l'Union européenne prenne une décision identique. Plus de 130 pays sur 193 se sont déjà prononcés dans ce sens. Le vœu a été adopté par la majorité du Conseil de Paris.

Lors de l'assemblée générale de l'ONU qui vient de se tenir, l'Autorité palestinienne a officialisé sa demande de reconnaissance de la Palestine comme nouvel État membre de l'ONU.

Une avancée significative.

### POUR UNE PREMIÈRE SALLE DE CONSOMMATION DE DROGUES à moindre risque

Lors de la séance des 18 et 19 octobre 2010, le Conseil de Paris s'est déclaré candidat pour l'expérimentation, dans la capitale, d'au moins un « centre de consommation à moindre risque » pour les usagers de drogues. Une prise de position courageuse dont les communistes se félicitent et qui s'inscrit dans la démarche de la Mission de prévention des toxicomanies, créée en 2002, à l'initiative d'Alain Lhostis, alors adjoint au maire de Paris en charge de la Santé.

L'an dernier, une délégation d'élus de sensibilités politiques diverses ont auditionné des acteurs et experts de ces questions (associations, magistrats, policiers...) et se sont rendus à Bilbao et à Genève où des « salles de consommation à moindre risque » sont ouvertes depuis quelques années. Le bilan est clair : après des années d'expérimentation, tous les responsables rencontrés constatent une amélioration de l'état de santé des usagers de drogues qui étaient jusqu'ici à l'écart de tout circuit sanitaire. Ils disent également le bénéfice pour les habitants de ne plus être confrontés à des usagers consommant à la vue de tous.

L'urgence maintenant, c'est de lancer le débat auprès des Parisiens et examiner ensemble la faisabilité de l'implantation d'une telle salle dans l'Est parisien.

*vous souhaitez réagir  
donner votre avis  
faire des suggestions  
travailler avec nous  
sur l'une des questions  
abordées ici, ou une autre  
contactez-nous  
par le moyen de votre choix  
(voir coordonnées page 1)*

## inauguration d'une salle à la mairie du 10e

Le 23 juin dernier, le maire de l'arrondissement a donné à une salle de la mairie le nom d'André Migdal. Une personnalité emblématique du 10ème qui nous a quittés en 2007. André Migdal, fils d'émigré, juif, communiste, résistant et déporté, a été un combattant de la mémoire, travaillant inlassablement à transmettre ce qu'il avait vécu. Auteur du livre *Les plages de sable rouge*, qui témoigne de la tragédie de Lubeck : le 3 mai 1945, des milliers de déportés, après avoir quitté les camps et avoir été jetés sur les routes (les « marches de la mort »), sont embarqués sur des bateaux et pris sous les feux croisés des Allemands et des Britanniques. Depuis son retour de déportation et jusqu'à la fin de sa vie, Il mettra ses qualités d'écrivain et de poète pour témoigner en multipliant les interventions, les conférences et les écrits.



au nom de la FNDIRP, Alice Laufman au côté de l'épouse d'André Migdal et d'Addy Fuchs, ancien déporté remercie le maire de l'hommage ainsi rendu à André Migdal les élus communistes, Marie-Thérèse Eychart et Alain Lhostis étaient présents à cette cérémonie

Président de la section du 10ème de la FNDIRP (*Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes*), il sera également l'organisateur

de la cérémonie de la journée de la déportation du 24 avril qui se déroule annuellement à la mairie de notre arrondissement.

## VENTE DIRECTE DE FRUITS ET LÉGUMES une initiative du PCF et du MODEF

Le 18 août dernier, les communistes et les producteurs du MODEF (*Mouvement de défense des exploitants familiaux*) organisaient pour la 11ème année consécutive la vente de fruits et légumes à prix coûtant. Une initiative qui a connu un large succès en ce temps de recul du pouvoir d'achat, puisqu'une quarantaine de tonnes de produits ont été ainsi vendus.

À Paris, cette opération se déroulait sur la place de la Bastille, en présence

de Ian Brossat, président du groupe communiste. Il a dénoncé le rôle des centrales d'achat qui étranglent les agriculteurs en leur achetant leurs produits à un tarif inférieur au coût de production et qui s'octroient des marges abusives au détriment des consommateurs. Il a également rappelé sa proposition de créer des halles alimentaires à Paris, permettant aux agriculteurs de faire des ventes directes, sans passer par les circuits de la grande distribution.



## ANGLE DES RUES VARLIN/BLACHE 100 % de logements sociaux

À l'angle des rues Eugène Varlin et Robert Blache, des travaux ont été entrepris dans un immeuble abritant un hôtel restaurant, ainsi que dans le bâtiment mitoyen (une ancienne entreprise de peinture), bien que ces 2 immeubles soient inscrits dans le *Plan local d'urbanisme (PLU)* comme « réserve 100% logement social ». Mesure prise suite à la décision de la Préfecture d'ordonner l'arrêt de la location des chambres en raison de l'état de dégradation de l'hôtel.

Lors du Conseil d'arrondissement du 9 juin dernier, Alain Lhostis, conseiller communiste, a proposé un vœu demandant aux services de la ville de ne pas avaliser les demandes de travaux faites a posteriori et d'entreprendre des négociations en vue de l'acquisition de cet ensemble immobilier par la ville.

Vœu qui a été adopté à l'unanimité, en l'absence de la droite. Une opportunité qu'il ne fallait pas laisser échapper et qui permettra d'avancer vers l'objectif de création de 2 000 logements sociaux dans le 10ème pendant la mandature 2008/2014.

### reconstruction et maintien de toutes les activités gériatriques enfin inscrits dans le plan stratégique de l'AP-HP

Suite à la réorganisation de l'AP-HP (Assistance publique-Hôpitaux de Paris), les directions administratives des hôpitaux Saint-Louis, Lariboisière et Fernand Widal ont fusionné.

Après un long travail d'élaboration, les équipes médicales, appuyées par la direction des 2 hôpitaux, ont déposé un projet médical et un programme architectural permettant un maintien de l'ensemble des activités de Fernand Widal et Lariboisière sur le site de Lariboisière. Ce projet est désormais acté dans le plan stratégique de l'AP-HP. Il prévoit :

- la construction (sur le site Lariboisière) d'un nouveau bâtiment regroupant la plupart des activités de l'hôpital Lariboisière
- l'installation, dans les locaux libérés de Lariboisière, de l'ensemble des lits de

gériatrie existant actuellement à Fernand Widal (moyens et longs séjours).

- la vente du site de l'Hôpital Fernand Widal pour y réaliser un programme d'aménagement diversifié à préciser (équipement public, logements sociaux, ouverture d'un jardin...).

Les communistes du 10ème se réjouissent de l'évolution de ce projet qui maintient l'ensemble des activités de l'hôpital Fernand Widal et tout particulièrement l'unité de longs séjours qui accueille des patients âgés, généralement de condition modeste, souvent résidents du 10ème.

En effet, dans un premier temps, la direction de l'AP-HP envisageait la vente à prix fort de Fernand Widal, sans contrepartie de poursuites de ses activités. Pour contrecarrer cette opé-

ration, Alain Lhostis a fait adopter, lors de la réunion du Conseil de Paris du 30 septembre 2009 et dans le cadre de la révision du Plan d'urbanisme, un amendement classant Fernand Widal en zone de *Grand service urbain* (c'est-à-dire uniquement réservée à des activités d'intérêt général). Une mesure qui a obligé la direction générale à réviser sa copie.

Des discussions sont engagées entre l'AP/HP et la ville de Paris qu'Alain Lhostis suit attentivement.

Aujourd'hui, il reste encore beaucoup de choses à préciser : le financement de la construction et de la restructuration de l'hôpital Lariboisière, les problèmes d'emploi sur le site unique, mais aussi l'indispensable concertation avec les habitants de l'arrondissement sur la nature des équipements à créer.

#### nouveau rassemblement devant Franprix



Le 31 août, plus d'une centaine de personnes se sont rassemblées devant le Franprix du 12 boulevard de Magenta pour soutenir Joanny, un jeune salarié menacé de licenciement. Depuis qu'il a demandé que se tiennent des élections de délégués du personnel, la direction de Franprix le harcèle avec l'objectif de s'en débarrasser. Ce nouveau rassemblement, organisé par la CGT, (un 1er s'était déjà tenu le 24 août) regroupait des salariés et aussi des clients du magasin et avait pour objectif de soutenir Joanny le jour de son entretien préalable à son éventuel licenciement avec mise à pied à titre conservatoire.

Une occasion de rappeler à cette enseigne, maintes fois condamnée pour infraction au code du travail, de mettre un terme à ces pratiques inadmissibles et exiger la réintégration de Joanny.



[www.pcf.fr](http://www.pcf.fr)

#### PÉTITION contre la vie chère

Dans le quartier de la Grange aux Belles, les communistes ont fait signer en juillet la pétition contre la vie chère, réclamant une hausse des salaires, le gel des loyers et la taxation des revenus financiers.

Une initiative bien accueillie et qui se poursuit dans tout le pays (plus de 200 000 signatures recueillies).

Alors que le pouvoir d'achat diminue et les inégalités augmentent, les entreprises du CAC 40 viennent d'annoncer une progression de leurs profits de près de 8% au 1er semestre 2011 par rapport à 2010... et ce, en rognant sur l'emploi et les salaires!

